

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

SECRÉTARIAT JURIDIQUE

N° 6025 Ln

Service Central: C. P. L. M.

Région:

OBJET DE LA CONSULTATION

Prescription des emprunts au profit de l'Etat (Art 171 C. V.M.)  
Qui en ce qui concerne les emprunts à l'encontre le 1<sup>er</sup> Janvier 1932, appelé au remboursement le 1<sup>er</sup> Mai 1939 et ayant fait l'objet de provisions à la Banque Mandatschire et au Crédit Lyonnais?

References: 6024 (Baudouin) 6026  
6028

Observations:

8360

SJ

Monsieur VANDEUVRE

N° 6025 Ln

Secrétaire Général de la Compagnie P.L.M.

86, Rue Saint-Lazare, PARIS -9°

Vu  
G.  
q.  
A.M.  
q.  
S.

En réponse à votre lettre, N° 82 MF, du 3 avril, j'ai l'honneur de vous faire connaître que l'article III de la loi du 25 juin 1920 (Art. 171 C.V.M.) dont le texte est tout général est, à mon avis, applicable aux obligations émises par les Réseaux à l'étranger, -ainsi que je l'exposais, d'ailleurs, dans ma lettre du 24 mai 1935.

Dans cette lettre, j'envisageais spécialement le cas où le contrat d'émission prévoit que la Compagnie doit verser en temps utile une provision correspondant au montant total de l'échéance entre les mains du banquier trustee chargé du service de l'emprunt et j'exprimais l'avis que dans cette hypothèse un versement n'aurait à être fait au titre de l'article III que si le trustee était tenu de reverser à la société française, en vertu de clauses spéciales, des sommes atteintes par la prescription.

Cette solution me paraît devoir être appliquée à l'emprunt P.L.M. 4 1/2 % 1932 dont le contrat d'émission impose à la Société débitrice de verser au banquier les provisions nécessaires au service de l'emprunt et prévoit leversement à la Compagnie

9/4

...

du montant des coupons prescrits.

C'est, à mon sens, dans la mesure où la Compagnie receyra de la liquidation Mendelssohn des dividendes afférents à des coupons prescrits qu'elle aura à effectuer des versements au Domaine.

Il convient d'observer, en effet, qu'il a été fait toute diligence pour faire revenir en France le montant des coupons prescrits. Dès lors que, selon la thèse même de l'Administration, l'Etat recueille les valeurs prescrites ~~xxx~~ à titre non d'impôt, mais comme biens vacants et sans maître en vertu ~~de~~ <sup>son</sup> droit de souveraineté, l'article III ne me paraît atteindre que les fonds dont le retour en France aura pu être obtenu.

J'ajoute que, d'après les indications données par notre Avocat à La Haye, un dividende de Fl 47.120.87 a été réglé après déduction des frais ~~la~~ Treuhand A.G., par l'intermédiaire du Clearing hollando-français.

*il manque une  
quelque chose*

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

5.

Avril 13 42

91

S. J.

6025Ln  
6025Ln  
6025Ln  
6025Ln

www.vogelwinkel-nederland.nl Vogelwinkel NEDERLAND

MONSIEUR VANDEVURE

Secrétaire Général de la Compagnie P.L.M.

86 Rue Saint-Lazare, PARIS - 9°

En réponse à votre lettre, N° 82 MF, du 3 avril, j'ai l'honneur de vous faire connaître que l'article 111 de la loi du 25 juin 1920 (Art. 171 C.V.M.) dont le texte est général, est, à mon avis, applicable aux obligations émises par les Réseaux à l'étranger, - ainsi que je l'exposais, d'ailleurs, dans ma lettre du 24 mai 1935.

Dans cette lettre, j'envisageais spécialement le cas où le contrat d'émission prévoit que la Compagnie doit verser en temps utile une provision correspondant au montant total de l'échéance entre les mains du banquier trustee chargé du service de l'emprunt et j'exprimais l'avis que, dans cette hypothèse, un versement n'aurait à être fait au titre de l'article III que si le trustee était tenu de reverser à la société française, en vertu de clauses spéciales, les sommes atteintes par la prescription.

Cette solution me paraît devoir être appliquée à l'emprunt P.L.M. 4 1/2 % 1932 dont le contrat d'émission impose à la Société débitrice de verser au banquier les provisions nécessaires au service de l'emprunt et prévoit leversement à la Compagnie du montant des coupons prescrits.

C'est, à mon sens, dans la mesure où la Compagnie recevra de la liquidation Mendelssohn des dividendes afférents à des coupons prescrits qu'elle aura à effectuer des versements au Domaine.

Il convient d'observer, en effet, qu'il a été fait toute diligence pour faire revenir en France le montant des coupons prescrits. Dès lors que, selon la thèse même

S/P

de l'Administration, l'Etat recueille les valeurs prescrites à titre non d'impôt, mais comme biens vacants et sans maître en vertu de son droit de souveraineté, l'article III ne me paraît atteindre que les fonds dont le retour en France aura pu être obtenu.

J'ajoute que, d'après les indications données par notre Avocat à La Haye, un dividende de Fl 47.120.87 a été réglé après déduction des frais de la Treuhand A.G. par l'intermédiaire du Clearing hollando-français.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : Aurenge

SERVICES FINANCIERS

3 Avril 1942

82 MF

NOTE à Monsieur AURENGE, Chef du Service  
du Contentieux de la S.N.C.F.

Pour faire suite au dernier paragraphe de la lettre que M. LEDOIGT, Président de la Conférence des Secrétaires Généraux, vous a adressée récemment au sujet des coupons prescrits sur emprunts émis à l'Etranger, j'ai l'honneur de vous donner les précisions suivantes concernant la Compagnie P.L.M..

Notre Compagnie a émis en 1932 un emprunt 4 1/2% d'un montant de Fl. P.B. 45.000.000 = Francs Suisses 93.600.000.

Le contrat d'émission stipule en son article 1er que :

" A la date d'expiration des délais de prescriptions fixés par la législation française qui sont actuellement de 5 ans pour les "coupons et de 30 ans pour les obligations, le montant des coupons échus et des titres remboursés, non présentés sera reversé à la Compagnie P.L.M.";

et en son article 5 que :

" Toutes les opérations concernant le service financier seront centralisées par MM. Mendelsohn et C° Amsterdam pour la Hollande et par le Crédit Suisse à Zurich pour la Suisse et la Compagnie P.L.M. s'engage à remettre huit jours au moins avant chaque échéance à MM. Mendelsohn et C° Amsterdam et au Crédit Suisse à Zurich, suivant les proportions qui seront fixées par les Bansues, d'accord avec la Cie PLM. tous les fonds nécessités par le service de l'emprunt".

La totalité de l'emprunt a été remboursée par anticipation le 1<sup>er</sup> mai 1939.

Jusques et y compris l'échéance de mai 1936, les provisions totales pour le Service de l'emprunt ont été réparties entre la Banque Mendelsohn et le Crédit Suisse.

A partir de l'échéance de Novembre 1936, la provision totale a été faite entre les mains de Mendelsohn.

La Banque Mendelsohn a suspendu ses paiements en Août 1939 et a obtenu son concordat le 26 juin 1941.

Le montant des coupons prescrits avant la faillite Mendelssohn a été reversé au Trésor Français le 20 juillet 1939 et le 20 avril 1940.

Les coupons prescrits depuis la faillite et dont le montant n'a pas été reversé au Trésor sont détaillés ci-après :

Coupon                  Coupon  
de Fl. 11,25        de Fl. 22,50

Echéance du 1<sup>er</sup> Novembre 1935 -  
" du 1<sup>er</sup> Mai 1936 1  
" du 1<sup>er</sup> Novembre 1936 9

Le Secrétaire Général  
de la Compagnie

Le Secrétaire Général  
de la Compagnie  
*J. Landry*

## PROSPECTUS.

# SPOORWEG-MAATSCHAPPIJ PARIS - LYON - MÉDITERRANÉE

(Compagnie des Chemins de Fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée).

## **4 $\frac{1}{2}$ pCt. LEENING**

groot f 45.000.000.- = Zw.Frs. 93.600.000.-

## **gewaarborgd door den Franschen Staat**

als aan ommezijde vermeld.

Uitgegeven krachtens machtiging van den Minister van Publieke Werken van 28 October 1932, verleend met goedkeuring van den Minister van Financiën.

## **UITGIFTE van**

**f 22.500.000.- = Zw.Frs. 46.800.000.- 4 $\frac{1}{2}$  pCt. Obligatiën**

van bovengenoemde leening,

(waarvan f 7.500.000.— = Zw.Frs. 15.600.000.— reeds in het buitenland geplaatst).

De overige f 22.500.000.— = Zw. Frs. 46.800.000.— zijn door de Crédit Suisse, Zürich, en de Société de Banque Suisse, Bazel, voor gelijktijdige emissie in Zwitserland overgenomen.

### **COUPURES van**

**f 1000.- = Zw.Frs. 2080.- en van f 500.- = Zw.Frs. 1040.- nom., aan Toonder.**

Coupons betaalbaar per 1 Mei en 1 November.

De leening is aflosbaar in ten hoogste 20 jaar van 1 November 1938 af, door uitloting à pari of door inkoop ter beurze; de eerste aflossing vindt plaats op 1 November 1939. Versterkte of algehele aflossing der leening is van 1 November 1938 af op elken couponvervaldag toegelaten.

Hoofdsom en rente zijn betaalbaar, zonder eenigen aftrek van tegenwoordige of toekomstige **Fransche belastingen**, in Nederland in Nederlandsche Guldens ten kantore van de Nederlandsche emittenten, of, naar keuze van den houder, in Zwitserland in Zwitsersche Francs ten kantore van de Zwitsersche emittenten, tegen een vasten koers van f 1.— = Zw.Frs. 2.08.

De Zwitsersche couponbelasting is tot het tegenwoordige percentage van 2 pCt. door een storting ineens voldaan.

## **VOORWAARDEN DER LEENING.**

De leening is nominaal groot f 45.000.000.— = Zw. Frs. 93.600.000.—, verdeeld in coupures van f 1000.— = Zw. Frs. 2.080.— en van f 500.— = Zw. Frs. 1.040.—.

De obligatiën luiden aan toonder, dragen een rente van 4 $\frac{1}{2}$  pCt. 's jaars en zijn voorzien van halfjaarlijksche coupons, vervallende 1 Mei en 1 November van ieder jaar. De eerste coupon vervalt 1 Mei 1933.

De betaling van hoofdsom en rente zal, naar keuze van den houder, geschieden in Nederland in Nederlandsche Guldens of in Zwitserland in Zwitsersche Francs, zonder eenigen aftrek van tegenwoordige of toekomstige Fransche belastingen.

De leening is aflosbaar à pari van 1 November 1938 af in ten hoogste 20 jaar overeenkomstig een aflossingstabell, samengesteld op basis van een vaste annuïteit voor rente en aflossing. De eerste aflossing vindt plaats op 1 November 1939. Het aflossingsplan zal op de stukken worden afgedrukt. De Maatschappij heeft het recht op iederen couponvervaldag, te beginnen 1 November 1938, tot versterkte of algehele aflossing à pari over te gaan. Van het voornemen daartoe moet 3 maanden te voren worden kennis gegeven, behalve wanneer de aflossing door inkoop plaats vindt, als hierna vermeld.

De Maatschappij heeft het recht op de Nederlandsche en Zwitsersche markt het aantal obligatiën voor de normale of versterkte aflossing in te koopen. Ingeval inkopen voor het geheele bedrag niet heeft kunnen geschieden, zullen de resterende obligatiën door loting worden aangewezen. De eventuele trekkingen voor de normale aflossingen zullen plaats vinden te Amsterdam op 15 Augustus.

De nummers der uitgelote obligatiën zullen terstond worden bekend gemaakt in de officiële prijscourant van de Vereeniging voor den Effectenhandel en in één dagblad te Amsterdam, Rotterdam, Zürich, Basel en Genève. De aflossing zal plaats vinden op den 1sten November, of bij vervroegde gedeeltelijke aflossing ook op den 1sten Mei, volgende op den dag der trekking.

Coupons en aflosbaar gestelde stukken verjaren overeenkomstig de bij de Fransche wetgeving vastgestelde termijnen; deze zijn thans 5 jaar voor de coupons en 30 jaar voor de obligatiën.

Voor deze leening zijn evenmin als voor de vroeger uitgegeven leningen speciale onderpanden aangewezen. De Maatschappij heeft zich echter verplicht aan leningen, welke zij eventueel later aangaat, geen bijzonder onderpand te geven, zonder deze leening daarin in gelijken rang te doen deelnemen.

De dienst der leening (betaling van rente en aflossing van de hoofdsom) is verzekerd in de volgorde als hieronder genoemd:

- a. door de bedrijfswinsten van de Spoorweg-Maatschappij Paris—Lyon—Méditerranée;
- b. door het „Fonds commun des Grands Réseaux”, waarin de voordeelige saldi der met winst werkende spoorwegnetten worden gestort, ingevolge overeenkomst van 28 Juni 1921, (artikel 13 en volgende) goedgekeurd bij de Wet van 29 October 1921;
- c. door de betalingen, welke de schatkist der Fransche Republiek, indien noodig, zal moeten doen, ingevolge de bepalingen van bovengenoemde overeenkomst, tot dekking van het nadeelig saldo van dit Fonds;
- d. door de verbintenis, welke de Fransche Staat op zich heeft genomen om zelf te betalen, alles wat ten tijde van de beëindiging van de concessie van de Maatschappij nog aan rente en hoofdsom van alle nog in omloop zijnde leningen te betalen zal zijn.

De obligatiën der onderhavige leening zullen worden opgenomen in de lijst, vermeldende de waarden, waarin de beleggingen der in Frankrijk werkende buitenlandsche verzekeringsmaatschappijen kunnen geschieden.

Voor nadere bijzonderheden betreffende de Spoorweg-Maatschappij Paris—Lyon—Méditerranée wordt verwezen naar het in vertaling volgend schrijven van den Heer ANDRÉ LEBON, President van den Raad van Beheer der Maatschappij.

Vertaling S. E. & O.

PARIJS, 26 October 1932

Aan de Heeren Mendelssohn & Co. Amsterdam,  
Nederlandsche Handel-Maatschappij, N.V., } te Amsterdam,  
Banque de Paris et des Pays-Bas,  
Crédit Suisse, te Zürich,  
Société de Banque Suisse, te Basel.

Mijne Heeren,

Naar aanleiding van de uitgifte van een leening groot f 45.000.000.— = Zw. Frs. 93.600.000.— onzer Maatschappij, heb ik de eer U de volgende inlichtingen te verstrekken:

De Compagnie des Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée (Compagnie P. L. M.) is opgericht 3 Juli 1857 door de fusie van de Compagnie des Chemins de fer de Paris à Lyon en de Compagnie des Chemins de fer de Lyon à la Méditerranée.

Sedert dien tijd werd het net voortdurend uitgebreid door overneming van andere maatschappijen en door den aanleg van nieuwe lijnen.

Thans heeft de Compagnie P. L. M. het grootste spoorwegnet in Frankrijk, welk net ongeveer 25 pCt. van alle Fransche spoorweglijnen met normaalspoor omvat.

De lengte van het spoorwegnet is 9870 K.M. en zal binnenkort op 9914 K.M. worden gebracht.

Het net omvat in de eerste plaats de groote verkeersader, welke Parijs verbindt met Lyon en Marseille, de twee belangrijkste steden van Frankrijk na Parijs, en welke zich voortzet langs de kust van de Middellandsche Zee naar de toeristencentra Cannes, Nice, Monte-Carlo en alle andere steden van de Fransche Riviera.

De overige lijnen strekken zich uit over het geheele Midden en Zuid-Oosten van Frankrijk; zij bestrijken o.m. Auvergne en het industriegebied van St. Etienne en Creusot en verbinden Parijs eenerzijds met Zwitserland via Genève en Lausanne en anderzijds met Noord-Italië.

Voorts exploiteert de Compagnie P. L. M. in Algiers een spoorwegnet van 1235 K.M., zijnde ongeveer een vierde van de lengte van de Algerijnse spoornetten.

Het aandeelenkapitaal der Maatschappij bedraagt Frs. 400.000.000.—, verdeeld in 800.000 aandeelen van Frs. 500.—, waarvan 242.057 aandeelen, of Frs. 121.028.500.— nominaal, zijn afgelost en vervangen door winstbewijzen.

De Maatschappij heeft bovendien een statutaire reserve gevormd van rond Frs. 20.000.000.— en een buitengewone reserve van Frs. 113.700.000.—, waarbij geen rekening is gehouden met de kapitalen, bestemd voor den dienst der pensioenen voor oud-geëmployeerden.

De obligatieschuld, aangegaan door de Maatschappij, met inbegrip van de obligatiën van overgenomen of gefusioneerde maatschappijen, waarvan de Maatschappij den dienst op zich heeft genomen, bedroeg op 31 December 1931 Frs. 19.561.042.750.—. Van dit bedrag waren nog in omloop Frs. 15.905.176.750.—, terwijl het restant was afgelost.

Bovendien heeft de Compagnie P. L. M. in 1922 en 1924 in de Vereenigde Staten van Noord-Amerika twee leningen uitgegeven van resp. \$ 40.000.000.— en \$ 20.000.000.—, welke in den loop van dit jaar vervroegd zijn afgelost.

Tenslotte heeft de Maatschappij in 1922 in Engeland een leening van £ 5.000.000.— aangegaan, welke zal worden afgelost uit de opbrengst der leening in Guldens en Zwitsersche Francs, welke thans wordt uitgegeven.

Bij het vervallen van de concessie zal in den dienst der leningen van de Maatschappij worden voorzien door den Franschen Staat, overeenkomstig de bepalingen van een overeenkomst, gesloten tusschen den Staat en de groote Fransche Spoorwegmaatschappijen op 28 Juni 1921 en goedgekeurd door de wet van 29 October 1921.

Volgens de bepalingen van deze overeenkomst is een gemeenschappelijk fonds gevormd, dat bestemd is om de financiële solidariteit van de grote spoorwegmaatschappijen te bewerkstelligen, het evenwicht tusschen de inkomsten eenerzijds en de uitgaven en lasten anderzijds te handhaven en zoo noodig in den loop van het boekjaar de vereischte voorschotten ter voorziening van kasmiddelen te verstrekken.

De met winst werkende spoorwegen storten in dit gemeenschappelijk fonds het overschot der ontvangsten, welke na aftrek van de exploitatiekosten en de financiële lasten beschikbaar zijn.

Indien de ontvangsten van een der maatschappijen onvoldoende zijn om de bedoelde onkosten en lasten te dekken, ontvangt de maatschappij uit het gemeenschappelijk fonds het voor de dekking van het deficit vereischte bedrag.

Indien het fonds zelf niet toereikend is moeten de tarieven verhoogd worden volgens vastgestelde bepalingen. Ten slotte zal, zoo zulks noodig mocht zijn, de Staat aan het gemeenschappelijk fonds de noodige middelen verschaffen.

Uit de hierboven genoemde bepalingen vloeit voort, dat de rentedienst en de aflossing van alle door de Compagnie P. L. M. aangegeven leningen door den Franschen Staat zijn gegarandeerd.

Wat de onderhavige lening van f 45.000.000.— = Zw. Frs. 93.600.000.— betreft, verbindt de Compagnie P. L. M. zich, zoolang nog obligatiën dezer lening in omloop zijn, geenerlei wijziging van de overeenkomst van 28 Juni 1921 uit te lokken of goed te keuren, waardoor de zekerheid en garantie voor de obligatiën dezer lening verminderd zou worden.

De onderhavige lening is evenmin als vroeger uitgegeven leningen door een speciaal onderpand verzekerd. De Maatschappij verbindt zich geene speciale onderpanden aan later uit te geven leningen te verstrekken, zonder de onderhavige lening in gelijken rang daarin te doen deelen.

De Raad van Beheer bestaat uit de volgende door de Algemeene Vergadering van Aandeelhouders gekozen leden:

GABRIEL CORDIER, *Président Honoraire*, Régent de la Banque de France;  
ANDRÉ LEBON, *Président*, Président d'Honneur de la Cie des Messageries Maritimes;  
MAUCLERE, EUGÈNE, *Vice-Président*, Contrôleur Général en retraite;  
SILHOL, ANDRÉ, *Vice-Président*, Ancien Maître des Requêtes au Conseil d'Etat;  
AGUILLO, JACQUES, Président des Mines de la Loire;  
AYNARD, FRANCISQUE, Banquier;  
BAUDET, ANDRÉ, Ancien Président de la Chambre de Commerce de Paris;  
BAUGNIES, GEORGES, Vice-Président-Délégué de la Compagnie Fermière de Vichy;  
BILLIARD, LOUIS, Ancien Président de la Chambre de Commerce d'Alger;  
BLANCHET, AUGUSTIN, Industriel;  
BOURGOUGNON, JULES, Vice-Président-Délégué des Raffineries de Saint-Louis;  
BOURGUET-AUBERTOT, HECTOR, Ancien Juge au Tribunal de Commerce de la Seine;

BRINCARD (Baron GEORGES), Président du Crédit Lyonnais;  
GIRAUD, HUBERT, Président de la Société de Transports Maritimes à vapeur;  
GIROD DE L'AIN (Baron AMÉDÉE), Vice-Président de la Compagnie des Docks et Entrepôts de Marseille;  
GOY, GEORGES, Administrateur du Crédit Lyonnais;  
ISAAC, AUGUSTE, Ancien Ministre;  
LEVEL, JACQUES, Vice-Président-Délégué de la Compagnie „Alais, Froges et Camargue”;  
MALLET, RAOUL, Banquier, Président de la Banque Ottomane;  
NEUFLIZE (DE), JACQUES, Banquier, Régent de la Banque de France;  
ROTHSCHILD, (Baron ROBERT DE), Banquier;  
SCHNEIDER, EUGENE, Maître de Forges;  
SCHWEIGUTH, PIERRE, Administrateur-Délégué de la Société Alsacienne de Constructions Mécaniques;  
VOGUE (Marquis LOUIS DE), Président de la Compagnie Universelle du Canal Maritime de Suez, Régent de la Banque de France.

De resultaten over de boekjaren 1929 tot 1931, alsmede de approximative resultaten over de eerste 8 maanden van het boekjaar 1932 blijken uit het volgende overzicht:

	1929 Frs.	1930 Frs.	1931 Frs.	1 Jan.-31 Aug. 1932 Frs.
Recettes d'exploitation.....	4.381.792.088.55	4.335.386.741.38	3.881.288.115.64	2.198.200.000.—
Dépenses d'exploitation .....	3.431.262.830.14	3.875.506.079.37	3.680.276.552.76	2.157.000.000.—
Charges financières .....	771.293.774.65	775.563.335.27	850.408.513.38	
Dividende réservé aux Actionnaires.....	28.000.000.—	28.000.000.—	28.000.000.—	
Prime de gestion acquise aux Actionnaires et au Personnel conformément à l'art. 14 de la Convention du 28 juin 1921.....	41.226.032.08	30.029.957.73	18.876.088.86	
Total des prélevements.....	4.271.782.636.87	4.709.099.372.37	4.577.561.155.—	2.753.600.000.—
Résultats de l'exercice .....	+ 110.009.451.68	- 373.712.630.99	- 696.273.039.36	- 555.400.000.—

+ Excédent à verser au fonds commun.  
— Insuffisance à couvrir par le fonds commun.

Het dividend over de laatste 3 jaren is als volgt geweest:

	Aandeelen. 1929 .....	Winstbewijzen. Frs. 85
1930 .....	" 85	" 65
1931 .....	" 80	" 60

De balans per 31 December 1931 toont de volgende cijfers aan:

ACTIF.	BILAN DE LA COMPAGNIE P.L.M. au 31 décembre 1931.	PASSIF.
Dépenses d'établissement:	Frs.	
Lignes.....	7.531.790.679.01	
Matériel.....	5.149.547.786.47	
Approvisionnements .....	1.067.413.741.42	
Divers.....	641.182.768.71	
Avances à l'Etat remboursables en annuités	3.170.841.620.52	
Débiteurs divers.....	432.824.920.48	
Dépenses à appliquer .....	566.668.315.12	
Actif des Institutions de Prévoyance....	2.602.075.903.80	
Caisse, Banques et Portefeuille.....	833.353.939.67	
Domaine Privé (Emploi sur les Réserves, Disponibilités et divers).....	221.807.643.94	
TOTAL DE L'ACTIF .....	22.217.507.319.14	
		TOTAL DU PASSIF .....
		22.217.507.319.14

Hoogachtend,

De President van den Raad van Beheer:  
(w.g.) ANDRÉ LEBON.

Onder verwijzing naar vorenstaande mededeelingen, berichten ondergetekenden, dat zij de inschrijving op de resterende

**f 15.000.000.- = Zw.Frs. 31.200.000.- 4½ pCt. Obligatiën**

ten laste van de

## **Spoorweg-Maatschappij PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE**

openstellen op:

**WOENSDAG 9 NOVEMBER 1932,**

van des voormiddags 9 uur tot des namiddags 4 uur,

tot den koers van **97½ pCt.** plus opgeloopen rente van 1 November 1932 tot den dag van betaling, te **AMSTERDAM** ten kantore van:

de Heeren MENDELSSOHN & Co. AMSTERDAM,  
„ NEDERLANDSCHE HANDEL-MAATSCHAPPIJ, N.V.,  
„ AMSTERDAMSche BANK, N.V.,  
„ BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS,  
DE TWENTSche BANK N.V.,  
de N.V. EFFECTEN MAATSCHAPPIJ „AMSTERDAM“,  
„ Heeren LIPPmann, ROSENTHAL & Co.,  
„ Heeren PIERSON & Co.,  
„ ROTTERDAMSche BANKVEREENIGING N.V.;

te **ROTTERDAM** ten kantore van:

de Heeren R. MEES & ZOONEN,  
„ NEDERLANDSCHE HANDEL-MAATSCHAPPIJ, N.V.,  
„ AMSTERDAMSche BANK, N.V., BIJBANK ROTTERDAM,  
DE TWENTSche BANK N.V.,  
de ROTTERDAMSche BANKVEREENIGING N.V.;

te **'s-GRAVENHAGE** ten kantore van:

de NEDERLANDSCHE HANDEL-MAATSCHAPPIJ, N.V.,  
„ AMSTERDAMSche BANK, N.V., BIJKANTOOR 's-GRAVENHAGE,  
DE TWENTSche BANK N.V.,  
de Heeren R. MEES & ZOONEN,  
„ ROTTERDAMSche BANKVEREENIGING N.V.

Onder voorbehoud van het recht om bij de toewijzing inschrijvingen geheel of gedeeltelijk niet in aanmerking te nemen, zal de toewijzing bij overtekening systematisch geschieden.

De betaling moet geschieden op **DINSDAG, 22 NOVEMBER 1932**, ten kantore van inschrijving met f 977.63 per obligatie van f 1000.— (zijnde f 975.— voor hoofdsom en f 2.63 voor rente) en f 488.81 per obligatie van f 500.— (zijnde f 487.50 voor hoofdsom en f 1.31 voor rente), tegen inontvangstneming van door ondergetekenden af te geven recepissen, welke de handtekening van een hunner dragen en na voorafgaande aankondiging kosteloos tegen de, van Nederlandsch zegel voorziene, obligatiën inwisselbaar zullen zijn.

Er kunnen door emittenten Nederlandsche recepissen worden uitgegeven voor f 22.500.000.— = Zw.Frs. 46.800.000.— obligatiën.

Het zegelrecht der toewijzingsbiljetten à 1% kommt ten laste der inschrijvers en zal bij de storting worden verrekend.

De noteering aan de beurzen te Amsterdam, Rotterdam, Zürich, Basel en Genève zal voor de geheele leening groot f 45.000.000.— = Zw. Frs. 93.600.000.— worden aangevraagd.

Aan H.H. Leden van

de VEREENIGING VOOR DEN EFFECTENHANDEL TE AMSTERDAM,  
de VEREENIGING VAN EFFECTENHANDELAREN TE ROTTERDAM

wordt bij de storting ¾ pCt. provisie vergoed over het nominale bedrag der hun toegewezen obligatiën.

Prospectussen en inschrijvingsbiljetten zijn bij de kantoren van inschrijving verkrijgbaar.

**MENDELSSOHN & Co. AMSTERDAM. NEDERLANDSCHE HANDEL-MAATSCHAPPIJ, N.V.**

**AMSTERDAMSche BANK, N.V.**

**BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS.**

**DE TWENTSche BANK N.V.**

**N.V. EFFECTEN MAATSCHAPPIJ „AMSTERDAM“.**

**LIPPmann, ROSENTHAL & Co.**

**PIERSON & Co.**

**ROTTERDAMSche BANKVEREENIGING N.V.**

**R. MEES & ZOONEN.**

AMSTERDAM,

ROTTERDAM,  
3 November 1932.

# COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Obligation 4 1/2 % 1932 au Porteur de Florins P.-B. 500 = Frs suisses 1.040 N°

367-1-33.

CHMPS D'EFER DE P.H.D.A. S.D. A. M.D.C.R.R. N.E.



4 1/2 %

4 1/2 %

## COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

EMPRUNT 4 1/2 % 1932

DE FLORINS P.-B. 45.000.000 = FRs SUISSES 93.600.000

Divisé en 15.000 Obligations de Florins P.-B. 500 = Frs suisses 1.040, numérotées de 1 à 15.000,  
et en 37.500 Obligations de Florins P.-B. 1.000 = Frs suisses 2.080, numérotées de 15.001 à 52.500.

## Obligation au Porteur DE FLORINS P.-B. 500 = FRs SUISSES 1.040

N°

Les obligations du présent emprunt sont productives d'intérêts au taux de 4 1/2 % l'an, à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1932, payables semestriellement le 1<sup>er</sup> mai et le 1<sup>er</sup> novembre de chaque année. A cet effet, les obligations sont pourvues de coupons semestriels, dont le premier viendra à échéance le 1<sup>er</sup> mai 1933.

Le paiement des coupons semestriels échus sera effectué, à l'option des porteurs, aux Pays-Bas par Fl. P.-B. 22,50 ou en Suisse par Frs suisses 46,80 pour les coupures de Fl. P.-B. 1.000 et respectivement par Fl. P.-B. 11,25 ou Frs suisses 23,40 pour les coupures de Fl. P.-B. 500.

Le remboursement des obligations sera effectué, à l'option des porteurs, aux Pays-Bas par Fl. P.-B. 1.000 ou en Suisse par Frs suisses 2.080 pour les obligations de Fl. P.-B. 1.000, et respectivement par Fl. P.-B. 500 ou Frs suisses 1.040 pour les obligations de Fl. P.-B. 500.

En vertu de la loi française du 27 mars 1920, la présente obligation est soumise en France au régime fiscal des valeurs étrangères non abonées, défini par les articles 34 à 39 de la loi du 29 mars 1914 et le décret du 21 juin 1914. Lorsque le paiement des coupons et le remboursement des obligations auront lieu hors de France, l'établissement payeur n'aura aucune retenue à opérer pour impôts français présents ou futurs.

A la date d'expiration des délais de prescription fixés par la législation française, qui sont actuellement de cinq ans pour les coupons et de trente ans pour les obligations, les porteurs perdront tous droits au montant des coupons échus et des titres amortis.

L'emprunt sera amortissable en vingt ans au plus à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1938. L'amortissement sera effectué par voie de tirages au sort, qui auront lieu le 15 août de chaque année, la première fois en 1939, dans la proportion déterminée par le tableau d'amortissement reproduit sur le présent titre.

Les obligations sorties à un tirage seront remboursées au pair le 1<sup>er</sup> novembre qui suivra le jour du tirage, date à laquelle elles cesseront de porter intérêts.

La Compagnie P.-L.-M. se réserve le droit d'augmenter le nombre des obligations remboursables au cours d'une année déterminée ou de rembourser au pair la totalité des obligations encore en circulation, les remboursements renforcés ou anticipés pouvant avoir lieu au plus tôt le 1<sup>er</sup> novembre 1938 et ultérieurement à une date coïncidant avec l'échéance d'un coupon. Les tirages éventuels auront lieu le 15 février pour les remboursements au 1<sup>er</sup> mai et le 15 août pour les remboursements au 1<sup>er</sup> novembre. Les remboursements renforcés ou anticipés, s'ils sont basés sur des tirages au sort, de même que le remboursement total de l'emprunt, ne pourront avoir lieu que moyennant un préavis de trois mois. Si, au contraire, ils ont lieu par rachats sur le marché, comme il est dit ci-après, aucun préavis ne sera nécessaire.

La Compagnie P.-L.-M. se réserve le droit de racheter sur le marché hollandais et sur le marché suisse le nombre de titres correspondant aux amortissements normaux ou majorés.

Les titres rachetés seront annulés dans la mesure où ils interviendront dans le contingent annuel d'amortissement.

Dans le cas où le rachat ne pourra se faire en totalité ou en partie, les titres restant à rembourser seront désignés par le sort.

En cas de sortie, lors d'une opération de tirage, d'un numéro correspondant à une obligation antérieurement amortie comme suite à un rachat, il sera procédé à l'extraction d'un nouveau numéro.

LE CHEF DES SERVICES FINANCIERS,

PARIS, le 9 Novembre 1932.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,

Les tirages auront lieu à Amsterdam, dans les bureaux de MM. MENDELSSOHN et Co. AMSTERDAM, en présence d'un représentant de la Compagnie P.-L.-M., d'un représentant de MM. MENDELSSOHN et Co. AMSTERDAM, d'un représentant du Crédit Suisse.

Tous les numéros des titres sortis au tirage seront publiés dans les conditions fixées ci-après. Les numéros des titres rachetés ne seront publiés que si les Comités des Bourses auxquelles les titres seront cotés l'exigent.

Toute obligation appelée au remboursement cessera de porter intérêts à partir de la date fixée pour son remboursement. Les titres présentes au remboursement devront être munis des coupons non échus à la date fixée pour le remboursement. Le montant des coupons manquants sera déduit du capital à rembourser.

Le présent emprunt, non plus que les emprunts antérieurement émis, n'est garanti par aucun gage spécial. La Compagnie P.-L.-M. s'engage, par contre, à ne pas accorder à des emprunts à émettre ultérieurement des gages spéciaux sans y faire participer au même rang le présent emprunt.

Le service financier du présent emprunt (paiement des intérêts et remboursement du capital) est garanti dans l'ordre suivant, par :

a) Les produits d'exploitation du réseau de la Compagnie des Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée;

b) Le « Fonds commun des Grands Réseaux », où sont versés les excédents de recettes des réseaux réalisant des bénéfices, en vertu de la convention du 28 juin 1921, articles 13 et suivants, approuvée par la loi du 29 octobre 1921;

c) Les paiements que le Trésor public français a pris l'engagement d'effectuer, en cas de besoin, conformément à la convention susvisée, pour combler le déficit dudit fonds commun;

d) L'engagement pris par l'Etat français de payer lui-même tout ce qui restera encore à payer en intérêts et capital de tous les emprunts encore en circulation lors de l'expiration de la concession de la Compagnie P.-L.-M.

Le service financier de l'emprunt est confié à MM. MENDELSSOHN et Co. AMSTERDAM, la NEDERLANDSCHE HANDEL-MAATSCHAPPIJ, N.-V., à Amsterdam, le CRÉDIT SUISSE, à Zurich, et la SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE, à Bâle.

Le capital et les intérêts seront payables aux Pays-Bas en Florins des Pays-Bas aux guichets de MM. MENDELSSOHN et Co. AMSTERDAM, la NEDERLANDSCHE HANDEL-MAATSCHAPPIJ, N.-V., l'AMSTERDAMSCHE BANK N.V., la BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS, DE TWENTSCHE BANK N.V., la N.V. EFFECTEN MAATSCHAPPIJ (AMSTERDAM), MM. LIPPmann, ROSENTHAL ET CO., MM. PIERSOON ET CO., la ROTTERDAMSche BANKVEREENIGING N.V., et MM. R. MEES ET ZOONEN, ou au choix du porteur, en Suisse, en Francs suisses aux guichets du CRÉDIT SUISSE, de la SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE, la BANQUE FÉDÉRALE S.A., l'UNION DE BANQUES SUISSES, la BANQUE COMMERCIALE DE BÂLE, la SOCIÉTÉ ANONYME LEU ET C°, la BANQUE CANTONALE DE BÂLE, la BANQUE POPULAIRE SUISSE, la BANQUE D'ESCOMpte SUISSE, la BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS et MM. A. SARASIN ET C°.

La Compagnie P.-L.-M. fera paraître tous les avis à donner aux porteurs des obligations du présent emprunt, à Amsterdam dans la feuille officielle de la Vereeniging voor den Effectenhandel et dans un journal d'Amsterdam, de Rotterdam, de Zurich, de Bâle et de Genève, désigné par les banquiers chargés du service financier de l'emprunt.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

**4 1/2 % COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER 4 1/2 %**

DE

**PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE**

**4 1/2 % LEENING VAN 1932**

**GROOT F. 45.000.000 = ZW. FR. 93.600.000**

Verdeeld in 15.000 Obligatiën van F. 500 = Zw. Frs. 1.040, genummerd 1 tot 15.000  
en 37.500 Obligatiën van F. 1.000 = Zw. Frs. 2.080, genummerd 15.001 tot 52.500

**Obligatie aan Toonder  
VAN NED. GULDENS 500 = ZW. FR. 1.040**

N°

De obligatiën der onderhavige leening dragen een rente van 4 1/2 0/0 's jaars, te beginnen 1 November 1932, betaalbaar halfjaarlijks 1 Mei en 1 November van ieder jaar. De obligatiën zijn derhalve voorzien van halfjaarlijks coupons, waarvan de eerste 1 Mei 1933 vervalt.

De betaling van de verschenen halfjaarlijks coupons zal naar keuze van den houder geschieden in Nederland met F. 22,50 of in Zwitserland met Zw. frs. 46,80 voor de obligatiën van F. 1.000, en respectievelijk met F. 11,25 of Zw. frs. 23,40 voor de obligatiën van F. 500.

De terugbetaling van de obligatiën zal naar keuze van den houder geschieden in Nederland met F. 1.000, of in Zwitserland met Zw. frs. 2.080, voor de obligatiën van F. 1.000, en respectievelijk met F. 500, of Zw. frs. 1.040, voor de obligatiën van F. 500.

Krachtens de Fransche Wet van 27 Maart 1920 is de onderhavige obligatie onderworpen aan de fiscale wetgeving voor de niet geabonneerde buitenlandsche waarden, geregeld in art. 34 tot 39 van de Wet van 29 Maart 1914 en het Besluit van 21 Juni 1914. Wanneer de betaling van de coupons en de aflossing van de obligatiën buiten Frankrijk plaats vindt, zal het betaalkantoor geenerlei aftrek voor tegenwoordige of toekomstige Fransche belastingen behoeven te doen.

Na afloop van de bij de Fransche Wet vastgestelde verjaringstermijnen, welke thans 5 jaar voor de coupons en 30 jaar voor de obligatiën zijn, zullen de houders alle rechten op de betaling van de vervallen coupons en aflosbare obligatiën verliezen.

De leening zal van 1 November 1938 af in ten hoogste 20 jaar aflosbaar zijn. De aflossing zal geschieden door middel van uitlotingen, welke op 15 Augustus van ieder jaar zullen plaats vinden, voor de eerste maal in 1939, overeenkomstig het op deze obligatië afgedrukte aflossingsplan.

De uitgelote obligatiën zullen à pari worden afgelost op den 1 November, volgend op den dag der trekking; van dien datum af zullen zij ophouden rente te dragen.

De Compagnie P.-L.-M. behoudt zich het recht voor het aantal obligatiën, dat in den loop van een bepaald jaar moet worden afgelost, te vermeerderen, of tot aflossing à pari van het geheele bedrag der nog uitstaande obligatiën over te gaan. De versterkte of vervroegde aflossingen kunnen voor de eerste maal op 1 November 1938 plaats vinden en daarna op elken couponvervaldag. De eventuele trekkingen zullen plaats vinden op 15 Februari voor de aflossing per 1 Mei en op 15 Augustus voor de aflossing per 1 November. De versterkte of vervroegde aflossingen kunnen, indien zij door uitloting geschieden, evenals de algehele aflossing der leening, slechts plaats vinden na eenne 3 maanden voorafgaande kennisgeving. Indien deze door inkoop op de markt geschieden, is eenne voorafgaande kennisgeving niet vereisch.

De Compagnie P.-L.-M. behoudt zich het recht voor op de Nederlandse en Zwitserse markt het aantal obligatiën te koopen, dat met de normale of versterkte aflossing overeenkomt.

De ingekochte obligatiën zullen geannuleerd worden, voorzover zij voor de jaarlijksche aflossing gebruikt worden.

Wanneer inkoop niet voor het geheele bedrag heeft kunnen geschieden, zullen de resterende obligatiën door loting worden aangewezen.

Ingeval bij een uitloting een nummer wordt getrokken van een obligatië, welke reeds voordien door inkoop is afgelost, zal tot het trekken van een nieuw nummer worden overgegaan.

De trekkingen zullen plaats vinden te Amsterdam ten kantore van de Heeren Mendelsohn & Co. Amsterdam, in het bijzijn van een vertegenwoordiger van de Compagnie P.-L.-M., een vertegenwoordiger van de

Heeren Mendelsohn & Co. Amsterdam en een vertegenwoordiger van de Crédit Suisse.

De nummers der uitgelote obligatiën zullen op de hieronder vermelde wijze worden bekend gemaakt. De nummers van ingekochte obligatiën zullen slechts worden bekend gemaakt, indien de Besturen van de Beurzen, aan welke de obligatiën genoteerd zullen zijn, zuks eischen.

Aflosbaar gestelde obligatiën houden op rente te dragen van den dag, welke voor aflossing is vastgesteld. De ter aflossing aangeboden obligatiën moeten voorzien zijn van de coupons, welke op den voor de aflossing vastgestelden datum nog niet vervallen zijn. Het bedrag van ontbrekende coupons zal van de hoofdsom worden afgetrokken.

De onderhavige leening is evenmin als vroeger uitgegeven leningen door een speciaal onderpand verzekerd. De Compagnie P.-L.-M. verbindt zich aan later uit te geven leningen geene speciale onderpanden te verstrekken, zonder de onderhavige leening daarin in gelijken rang te doen deelen.

De dienst der leening (betaling van de rente en aflossing van de hoofdsom) is verzekerd, in de hieronder genoemde volgorde, door:

a) De bedrijfswinsten van de Compagnie des Chemins de Fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée;

b) Het « Fonds commun des Grands Réseaux », waarin het overschot der ontvangsten van de met winst werkende Spoörwegnetten wordt gestort, ingevolge de Overeenkomst van 28 Juni 1921, artikel 13 en volgende, goedgekeurd bij de Wet van 29 October 1921;

c) De betalingen, welke de schatkist der Fransche Republiek volgens bovengenoemde overeenkomst op zich genomen heeft indien noodig te doen, om het nadelige saldo van het genoemde « Fonds commun » te dekken;

d) Door de verbintenis, welke de Fransche Staat op zich genomen heeft om zelf te betalen alles, wat ten tijde van de beëindiging van de concessie der Compagnie P.-L.-M. nog aan rente en hoofdsom van alle nog in omloop zijnde leningen te betalen zal zijn.

De financiële dienst der leening is opgedragen aan de HEEREN MENDELSSOHN & CO. AMSTERDAM, de NEDERLANDSche HANDEL-MAATSCHAPPIJ, N. V., Amsterdam, de CRÉDIT SUISSE, Zurich en de SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE, Basel.

Hoofdsom en rente zijn betaalbaar in Nederland in Nederlandsche Gulden ten kantore van MENDELSSOHN & CO. AMSTERDAM, de NEDERLANDSche HANDEL-MAATSCHAPPIJ, N. V., de AMSTERDAMSche BANK, N. V., de BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS, DE TWENTSche BANK N. V., de N. V. EFFECTEN MAATSCHAPPIJ « AMSTERDAM », LIPPMANN, ROSENTHAL & CO., PIERSOON & CO., de ROTTERDAMSche BANKVEREENIGING N. V. en R. MEES & ZOONEN, of, naar keuze van den houder, in Zwitserland in Zwitserse Francs ten kantore van de CRÉDIT SUISSE, de SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE, de BANQUE FÉDÉRALE S. A., de UNION DE BANQUES SUISSES, de BANQUE COMMERCIALE DE BALE, de SOC. AN. LEU & Cie, de BANQUE CANTONALE DE BERNE, de BANQUE POPULAIRE SUISSE, de BANQUE D'ESCOMPTÉ SUISSE, de BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS, Succursale de Genève, en A. SARASIN & Cie.

De Compagnie P.-L.-M. zal alle voor obligatiehouders van de onderhavige leening bestemde mededeelingen doen verschijnen in de Officiële Prijscourant van de Vereeniging voor den Effectenhandel te Amsterdam en in één dagblad te Amsterdam, Rotterdam, Berne, Basel en Genève, aan te wijzen door de banken, welke met den financiëlen dienst der leening zijn belast.

TABLEAU D'AMORTISSEMENT - AFLOSSINGSPLAN

DATES D'ÉCHÉANCE VERVALDAGEN	CAPITAL RESTANT À AMORTIR NOG AF TE LOSSEN HOOFDSOM	AMORTISSEMENT ANNUEL JAARLIJKSCHE AFLOSSING	DATES D'ÉCHÉANCE VERVALDAGEN	CAPITAL RESTANT À AMORTIR NOG AF TE LOSSEN HOOFDSOM	AMORTISSEMENT ANNUEL JAARLIJKSCHE AFLOSSING
Fl. P.-B.	Fl. P.-B.	Fl. P.-B.	Fl. P.-B.	Fl. P.-B.	Fl. P.-B.
1 <sup>er</sup> Novembre-November 1939 . . .	45.000.000	1.434.500	1 <sup>er</sup> Novembre-November 1949 . . .	Report-Transport. . .	17.626.500
1940 . . .	43.565.500	1.499.000	1950 . . .	27.373.500	2.227.500
1941 . . .	42.066.500	1.566.500	1951 . . .	25.146.000	2.328.000
1942 . . .	40.500.000	1.637.000	1952 . . .	22.818.000	2.432.500
1943 . . .	38.863.000	1.710.500	1953 . . .	20.385.500	2.542.000
1944 . . .	37.152.500	1.787.500	1954 . . .	17.843.500	2.656.500
1945 . . .	35.365.000	1.868.000	1955 . . .	15.187.000	2.776.000
1946 . . .	33.497.000	1.952.000	1956 . . .	12.411.000	2.901.000
1947 . . .	31.545.000	2.040.000	1957 . . .	9.510.000	3.031.500
1948 . . .	29.505.000	2.131.500	1958 . . .	6.478.500	3.168.000
					3.310.500
					45.000.000

A reporter-Te transporteren.

17.626.500





**MENDELSSOHN & Co. AMSTERDAM.**

AMSTERDAM, le 3 novembre 1932.

M.....

Nous avons l'honneur de vous informer que nous émettrons, le 9 novembre prochain, conjointement avec la Nederlandsche Handel-Maatschappij, N.V., l'Amsterdamsche Bank, N.V., la Banque de Paris et des Pays-Bas, la Twentsche Bank N.V., la N.V. Effecten Maatschappij „Amsterdam”, Messieurs Lippmann, Rosenthal & Co., Messieurs Pierson & Co., la Rotterdamsche Bankvereeniging N.V., Amsterdam, et Messieurs R. Mees & Zoonen, Rotterdam,

**Fls. P.B. 15.000.000.- = Frs. s. 31.200.000.-**

**Obligations 4½ % de la**

**COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE PARIS à LYON  
et à la MÉDITERRANÉE**

jouissant de la garantie de l'Etat Français, comme il a été indiqué ci-dessous.

Ces Fls. 15.000.000.— et un montant de Fls. 7.500.000.— déjà placé à l'étranger constituent la tranche hollandaise d'un emprunt de Fls. 45.000.000.— = Frs. s. 93.600.000.—, dont le solde de Fls. 22.500.000.— a été pris ferme par le Crédit Suisse à Zurich, et la Société de Banque Suisse, à Bâle, pour l'émission en Suisse.

Nous extrayons du prospectus hollandais inclus les détails suivants :

**Titres:** Obligations au porteur de Fls. 1000.— = Frs. s. 2.080.— et de Fls. 500.— = Frs. s. 1.040.—

**Coupons:** au 1<sup>er</sup> mai et au 1<sup>er</sup> novembre.

**Capital et Intérêts:** Le paiement des intérêts et le remboursement des obligations en Hollande et en Suisse seront effectués sans aucune retenue d'impôts français présents ou futurs:

en Hollande en florins aux guichets des banques d'émission;

en Suisse en francs suisses aux guichets des banques d'émission suisses au cours fixe de 1 florin = 2.08 francs suisses.

Le droit du timbre suisse sur les coupons au taux actuel de 2 % a été acquitté par un paiement global.

**Amortissement:**

L'emprunt sera amortissable en 20 ans au plus à partir du 1er novembre 1938 par voie de tirages au sort au pair ou par des rachats sur les marchés hollandais et suisses. Le premier remboursement aura lieu le 1er novembre 1939.

La Compagnie P. L. M. a le droit d'augmenter le nombre des obligations remboursables au cours d'une année déterminée ou de rembourser au pair la totalité des obligations encore en circulation, les remboursements renforcés ou anticipés pouvant avoir lieu au plus tôt le 1er novembre 1938 et ultérieurement à une date coïncidant avec l'échéance d'un coupon.

**Garanties:**

Le présent emprunt, non plus que les emprunts antérieurement émis, n'est garanti par aucun gage spécial. La Compagnie P. L. M. s'engage à ne pas accorder à des emprunts à émettre ultérieurement des gages spéciaux sans y faire participer au même rang le présent emprunt.

Le service financier de l'emprunt (paiement des intérêts et remboursement du capital) est garanti par:

- a. les produits d'exploitation du réseau de la Compagnie P. L. M.;
- b. le „Fonds commun des Grands Réseaux”, où sont versés les excédents de recettes des réseaux réalisant des bénéfices, en vertu de la convention du 28 juin 1921, articles 13 et suivants, approuvée par la loi du 29 octobre 1921;
- c. les paiements que le Trésor Public Français a pris l'engagement d'effectuer, en cas de besoin, conformément à la convention susvisée, pour combler le déficit dudit fonds commun;
- d. l'engagement pris par l'Etat Français de payer lui-même tout ce qui restera encore à payer en intérêts et capital de tous les emprunts encore en circulation au moment de l'expiration de la concession de la Compagnie P. L. M.

**Object de l'emprunt:** Le produit du présent emprunt servira à rembourser anticipativement le solde de l'emprunt 6 % de £ 5.000.000.—, émis en Angleterre en 1922.

**Cours d'émission:** 97½ %, plus intérêts courus à partir du 1er novembre 1932 jusqu'au jour de paiement et plus 1 % timbre de bourse.

**Date de souscription:** le mercredi, 9 novembre 1932.

**Date de paiement:** le mardi, 22 novembre 1932.

**Livraison des titres:** Des certificats provisoires au porteur, munis du timbre néerlandais seront délivrés par les banques émettrices. Ces certificats seront échangés ultérieurement, sans frais pour les porteurs, contre les titres définitifs.

Veuillez agréer, M....., nos salutations distinguées.

MENDELSSOHN & Co. AMSTERDAM.

5 PIÈCES

JOINTES A L'APPUI

de la lettre FO 678

à Monsieur le Chef

du Service de  
Contentieux.

21 Août

9

A.G.  
4.414 Lm.

Monsieur le Directeur des Services Financiers,

En réponse à votre lettre F/O-678 A du 18 Août, relative à l'emprunt P.L.M. 4 1/2 1932, j'ai l'honneur de vous donner ci-sous mon avis sur les deux questions que vous avez bien voulu me poser.

1<sup>e</sup>- Le contrat intervenu entre la Cie P.L.M. et les porteurs de titres de l'emprunt porte que le service financier de celui-ci est confié à MM. MENDELSSOHN et Cie à Amsterdam ainsi qu'à une autre banque Hollandeise; et à deux banques Suisses. Le capital et les intérêts sont payables aux guichets de ces banques, et également aux guichets de plusieurs autres banques Hollandeise et Suisses (Voir § d des obligations).

Le P.L.M. a constitué provision en temps utile pour le paiement des coupons et des remboursements entre les mains de M.M. MENDELSSOHN, conformément à l'article 4 du contrat d'emprunt.

Au regard des porteurs de titres, le débiteur des coupons et des amortissements demeure le chemin de fer, car

le banquier n'est que le mandataire de ce dernier, et sa mission se limite à assurer le service des emprunts pour le compte du chemin de fer. Le défaut par le mandataire d'accomplir sa mission ne libère pas le mandant de l'obligation qu'il a contractée personnellement vis à vis des tiers, en l'espèce les porteurs de titres.

Nous ne ssurions soutenir ici que les obligataires ont accepté comme leur propre mandataire la banque MANDELSSOHN, et que le chemin de fer est libéré par le versement effectué entre les mains de cette banque.

C'est ainsi que le paiement fait entre les mains d'un notaire ne libère le débiteur que si le notaire a reçu mandat de recevoir les fonds de la part du créancier (Civ.Cess. 19 Février 1913.d.1913.I.200).

L'idée de mandat donné à la Banque MANDELSSOHN par les souscripteurs est d'autant plus à écarter que les titres n'indiquent pas cette seule banque comme chargée du service de l'emprunt; les porteurs ont le droit de s'adresser à l'une quelconque des banques indiquées sur leur titre.

On ne peut opposer à ces porteurs l'article 4 - 3<sup>e</sup> du contrat d'emprunt qui a prévu une centralisation des provisions à la Banque MANDELSSOHN et au Crédit Suisse, et la possibilité de tout centraliser entre les mains de la première banque . Il s'agit en effet ici de dispositions qui sont res inter alios acta à l'égard des porteurs.

Il est donc nécessaire de régler les porteurs malgré l'indisponibilité momentanée de la provision.

2<sup>e</sup>- Nous considérons pour les motifs exposés dans notre note du 16 Mars 1938 (AC.3370<sup>Ln</sup>) que la S.N.C.F. est bien la débitrice de l'emprunt, en raison de l'article 1<sup>o</sup>-6 de la Convention du 31 Août 1937 qui a prévu un transfert général des contrats des Réseaux à la S.N.C.F.

Sans doute, on a essayé d'objecter que l'article 1277 du Code Civil exige le consentement du créancier pour la validité de la cession d'une dette, mais cet argument ne porte pas, dans la circonstance, car cette cession résulte d'un texte légal : Le décret-loi du 31 Août 1937 qui a approuvé la Convention du même jour.

En résulte-t-il que sa qualité de débitrice de l'emprunt, fait à la S.N.C.F. une obligation de supporter la charge des sommes supplémentaires qui seraient nécessaires pour faire face aux règlements demandés par les porteurs de titres?

Le P.L.M. a reçu les provisions nécessaires en tant que mandataire de la S.N.C.F. Il serait responsable vis-à-vis de cette dernière si cette provision avait disparu par suite d'une faute de sa part.

Tel n'est pas le cas dans l'espèce alors surtout que, en remettant les fonds à la Banque MENDELSSOHN, le P.L.M. a fait que se conformer strictement aux stipula-

tions du contrat d'emprunt, contrat opposable à la S.N.C.F.  
à laquelle il a été transféré ainsi que nous l'avons dit.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

*Nicolas Arnaud*